

DÉCLARATION DE LA FNIC-CGT À LA PARITAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2019

BRANCHE CAOUTCHOUC (0045)

Durant ces dix dernières années, la FNIC-CGT est encore, une fois de plus, amenée à faire un état des lieux déplorable, inacceptable et inadmissible sur des destructions d'emplois dans le caoutchouc :

- ◆ 2009 : Continental Clairoux : - 1200 emplois
- ◆ 2009 : Trelleborg : - 450 emplois
- ◆ 2009 : Michelin Blanzay : - 477 emplois
- ◆ 2013 : Goodyear Amiens nord : - 1143 emplois
- ◆ 2013 : Michelin Joué les Tours : - 730 emplois
- ◆ 2018 : Dunlop Montluçon : RCC : - 90 emplois
- ◆ 2019 : On nous parle de Michelin La Roche-sur-Yon : environ 647 salariés seraient sur la sellette

Et ceci est une liste non exhaustive.

Bridgestone Béthune : tous les signes laissent perplexes :

- suppression de 141 intérimaires,
- baisse significative de production organisée.

Tous ces emplois morts pour les actionnaires.

Aujourd'hui encore, la CGT apprend par les médias que le groupe Michelin annonce une restructuration au sein du groupe, alors que ce même groupe a empoché 330 millions d'euros d'aides publiques sur les 5 dernières années. Ces aides n'ont jamais servi à préserver nos emplois mais par contre, ont assuré l'augmentation des dividendes.

La FNIC-CGT mettra tout en œuvre afin d'éradiquer cette maladie financièrement transmissible.

Pourquoi nous parler de l'attractivité de la branche alors qu'il y a une pandémie de plans antisociaux sur les sites en France.

D'ailleurs peut-on parler d'une maladie ?

Parlons plutôt de crimes organisés afin de tuer l'emploi en France ; car tout ceci nous fait penser à un génocide programmé de la branche du caoutchouc.

Pourquoi subventionner des écoles de formation en pneumatique, des machines à la pointe de la technologie, des CFA par certains grands groupes (voir IFOCA), si ces décideurs font le choix d'envoyer notre savoir-faire, nos productions, nos emplois à l'étranger.

La FNIC CGT se pose la question suivante :

Le SNCP a-t-il encore la volonté de produire du caoutchouc en France ?

Devant toute cette casse sociale organisée par ces cartels du caoutchouc, nous vous demandons ce que deviendra notre branche, une fois le SNCP disparu ; au vu de la disparition progressive des usines issues de grands groupes.

POUR LA CGT, IL EST POSSIBLE DE CONTINUER À PRODUIRE EN FRANCE CAR C'EST UNE RÉPONSE AUX BESOINS DE LA POPULATION ET DE LA SOCIÉTÉ QUI EST NÉCESSAIRE.

MAIS CECI EST UNE DÉCISION POLITIQUE, QUI N'EST CERTAINEMENT PAS DANS VOTRE PROGRAMME.